



Direction départementale de la Protection des  
Populations de la Drôme  
Service protection de l'environnement  
Dossier suivi par : Magali DARODES  
Tél. : 04 26 52 21 61  
fax : 04 26 52 21 62  
mail : ddpp@drome.gouv.fr

PRÉFET DE LA DRÔME

Valence, le 24 octobre 2014

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2014297-0021**

**PORTANT MISE EN DEMEURE**

**AU TITRE DES INSTALLATIONS CLASSÉES  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**à l'encontre de la société VALORSOL  
dont le siège social est Quartier Mondy à Bourg de Péage  
pour sa plateforme de compostage située à Marches**

**Le Préfet de la DRÔME  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de l'Environnement, et notamment les titre Ier et IV du livre V ;

**VU** l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 relatif au programme national d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

**VU** l'arrêté préfectoral régional n° 14-88 du 14/05/2014 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région Rhône-Alpes ;

**VU** l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 aux installations de compostage soumises à autorisation sous la rubrique 2780-1-a ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 3290 du 27 juin 1997 délivré à Marie-Josèphe et Pascal CHEVAL au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement d'une station de compostage située à Marches pour l'exploitation d'une plateforme de compostage à Marches ;

**VU** le récépissé de déclaration n° 90-13 du 20 août 2013 de changement d'exploitant au profit de la société VALORSOL, sise quartier Mondy à Bourge de Péage pour la reprise de la plateforme de compostage de Marches précédemment exploitée par Marie-Josèphe et Pascal CHEVAL ;

**VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement de la Direction Départementale de la Protection des Populations de la Drôme en date du 20 juin 2013 suite à la visite de l'élevage du 19 juin 2013 et transmis à l'exploitant par courrier en date du 20 juin 2013 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**VU** les observations partielles de l'exploitant formulées par courrier en date du 1<sup>er</sup> octobre 2013 à la transmission du rapport susvisé ;

**VU** le courrier du 24 octobre 2013 précisant à l'exploitant les échéances pour corriger les faits contraires aux prescriptions applicables relevés sur son exploitation ;

VU les observations partielles de l'exploitant formulées par courrier en date du 29 novembre 2013 en réponse au courrier de l'inspection du 24 octobre 2013 ;

**CONSIDERANT** que lors de la visite en date du 19 juin 2013, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants qui n'ont pas été corrigés par l'exploitant :

- absence de défense incendie ;
- absence de plan d'épandage pour au moins un lot non conforme à la norme NFU 44-051 ;
- absence de résultats d'analyses des lixiviats présents dans les bassins de rétention et de la traçabilité de leur épandage

**CONSIDERANT** que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'arrêté ministériel susvisé ;

**CONSIDERANT** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société VALORSOL de respecter les prescriptions dispositions de l'arrêté ministériel susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**SUR** proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

## **AR R E T E**

**ARTICLE 1** : La société VALORSOL est mise en demeure :

- de mettre en place une défense incendie sur le site de Marches
- de fournir à l'inspection un plan d'épandage pour au moins un lot non conforme à la norme NFU 44-051 ;
- de fournir un résultat d'analyse des lixiviats conformément à l'annexe VII c : de l'arrêté du 02/02/1998 relatifs aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

**au plus tard 30 jours après la notification du présent arrêté.**

**ARTICLE 2** : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**ARTICLE 3** : Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

**ARTICLE 4** : Le présent arrêté sera notifié à la société VALORSOL pour son site situé à Marches. Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de Marches et tenue à disposition du public.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Drôme, et Monsieur le Directeur en charge des installations classées à la Direction Départementale de la Protection des Populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Maire de Marches
- La société VALORSOL

Fait à Valence, le 24 octobre 2014

Le Préfet,  
Le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général

Etienne DESPLANQUES